



## CHAPITRE 21

### Loi modifiant la Loi de la probation et des établissements de détention

[Sanctionnée le 8 juin 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 21,  
a. 19,  
ramp.,  
aa. 19a-  
19g, aj.

**1.** La Loi de la probation et des établissements de détention (1969, chapitre 21) est modifiée par le remplacement de l'article 19 par les suivants:

Program-  
mes exté-  
rieurs  
pour  
personnes  
incarcérées.

«**19.** Le directeur général peut, conformément à un règlement adopté à cette fin, établir un programme pour permettre à des personnes incarcérées dans un établissement de détention qu'il indique, de suivre des cours en dehors de l'établissement ou d'exercer une autre activité de nature à favoriser leur réinsertion sociale.

Program-  
mes d'acti-  
vités  
rémunérées.

«**19a.** Le directeur général peut établir des programmes d'activités rémunérées pour les personnes détenues dans un établissement de détention.

À cette fin, il peut notamment:

a) dans le but de procurer du travail à une personne détenue, conclure une entente avec un tiers;

b) confier à une personne détenue l'administration de services à l'intérieur d'un établissement de détention ou l'exécution de tâches relatives à ces services;

c) autoriser la production et la vente de biens ou de services par une personne détenue;

d) autoriser une personne détenue à exercer un emploi à l'extérieur d'un établissement de détention.

Versement  
de la rémunération.

« **19b.** La rémunération due à une personne détenue dans un établissement de détention est versée à l'administrateur de l'établissement lequel effectue, le cas échéant, les retenues prescrites par une loi en vigueur au Québec ou un règlement d'application de cette loi ou par un jugement d'un tribunal.

Remise  
d'une allocation.

L'administrateur remet à la personne détenue, à même la rémunération qui lui est due, l'allocation déterminée par règlement.

Solde de la  
rémunération.

Sous réserve de l'article 19c, le solde de la rémunération est déposé dans une institution financière et porté à un compte au crédit de la personne détenue à moins d'une convention contraire écrite et autorisée par le directeur général.

Constitution  
d'un fonds.

« **19c.** Un fonds au bénéfice des personnes détenues peut être constitué dans un établissement de détention en la manière prévue par règlement.

Retenue  
sur la rémunération.

Si un tel fonds est constitué, l'administrateur de l'établissement de détention retient de la rémunération due à une personne détenue le pourcentage fixé par règlement et il verse au fonds la somme ainsi retenue.

Utilisation  
du fonds.

Les sommes versées au fonds sont utilisées pour le bénéfice des personnes détenues dans l'établissement ou pour rémunérer une personne détenue employée dans un programme d'activités rémunérées établi au bénéfice des autres personnes détenues.

Rapport.

« **19d.** L'administrateur d'un établissement de détention fait rapport à une personne détenue, au moins mensuellement ainsi qu'au moment de sa libération, des rémunérations qui lui ont été versées pour elle ainsi que des retenues ou dépôts effectués suivant les articles 19b ou 19c.

Constitution  
d'un comité  
d'administration.

« **19e.** Un comité chargé de l'administration d'un programme d'activités rémunérées ou d'un fonds au bénéfice des personnes détenues peut être constitué dans un établissement de détention en la manière prévue par règlement.

Composition.

Un tel comité se compose de l'administrateur de l'établissement qui en est le président et des autres membres nommés conformément au règlement parmi les personnes détenues dans l'établissement, parmi les fonctionnaires ou les employés travaillant sous l'autorité de l'administrateur de l'établissement ou du directeur général et parmi d'autres personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes détenues.

Application  
de la Loi des  
accidents  
du travail.

« **19f.** Pour l'application de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159), le gouvernement est présumé être l'employeur d'une personne détenue dans un établis-

sement de détention qui exécute un travail dans le cadre d'un programme d'activités rémunérées, à moins qu'une autre personne ne soit l'employeur de la personne détenue, lors de l'accident.

Calcul de la compensation.

La compensation due à une personne détenue est calculée sur son revenu hebdomadaire moyen lequel est établi par la Commission des accidents du travail de Québec en tenant compte des revenus que la personne détenue aurait gagnés au moment de l'accident si, lors de cet accident, elle avait exercé l'emploi qu'elle occupait avant son incarcération; toutefois, si la commission ne peut ainsi établir le revenu hebdomadaire moyen, elle le détermine selon la méthode qu'elle croit la mieux appropriée dans les circonstances.

Dispositions applicables.

Les articles 19*b*, 19*c* et 19*d* s'appliquent à la compensation due à une personne détenue.

Exemption de l'application de certaines dispositions législatives.

«**19*g*.** Le Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus, 1964, chapitre 143), la Loi du salaire minimum (Statuts refondus, 1964, chapitre 144), la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14), la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (1968, chapitre 45) et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51) ne s'appliquent pas à une personne détenue dans un établissement de détention qui exécute un travail à l'intérieur de l'établissement.»

1969, c. 23, a. 23, mod.

**2.** L'article 23 de ladite loi est modifié par l'addition, après le paragraphe *m*, des suivants:

«*n*) déterminer les normes d'administration d'un programme d'activités rémunérées et les fonctions et les pouvoirs de l'administrateur d'un établissement de détention en ce qui concerne l'application d'un tel programme y compris l'organisation du travail à l'intérieur d'un établissement, le mode de rémunération et les normes de travail applicables;

*o*) fixer les normes de constitution et d'administration d'un fonds au bénéfice des personnes détenues;

*p*) fixer le pourcentage de la rémunération due à une personne détenue dans un établissement de détention qu'un administrateur peut retenir pour être versé dans un fonds constitué au bénéfice des personnes détenues;

*q*) fixer les normes de constitution ou de dissolution d'un comité visé dans l'article 19*e*, déterminer le nombre et le mode de nomination des membres ainsi que les fonctions et les pouvoirs respectifs du comité et de l'administrateur d'un établissement de détention en ce qui concerne l'administration d'un programme d'ac-

tivités rémunérées ou d'un fonds au bénéfice des personnes détenues;

r) déterminer l'allocation qu'une personne détenue dans un établissement de détention peut recevoir à même la rémunération qui lui est due ainsi que les achats ou remboursements qu'elle peut effectuer.»

Entrée en  
vigueur.

**3.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.